

Service environnement

GRENOBLE, le 04/12/2023

Dossier suivi par : Annabelle SCHAFFNER
Tel : 04.56.59.49.99
Courriels : annabelle.schaffner@isere.gouv.fr
ddpp-inspectionicpe@isere.gouv.fr

Code AIOT : 0053800283
Ref : DDPP38 2023 05182

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICORBIAA

Abattoir de La Mure
ZI du Marais
38350 La Mure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement SICORBIAA implanté Abattoir de La Mure ZI du Marais 38350 La Mure. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICORBIAA
- Abattoir de La Mure ZI du Marais 38350 La Mure
- Code AIOT : 0053800283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir existe depuis 1997. Il emploie 6 salariés (directeur compris) ainsi que 5 prestataires qui sont employés par une société de service (emballage, boucherie, ...).

L'abattoir est ouvert 5 jours par semaine : 1 jour est dédié à l'abattage et les 4 autres sont dédiés à la découpe. Le site fonctionne 200 jours par an environ (fermé le week-end, les jours fériés et 15 jours de plus par manque d'abattage).

Depuis 2021, les tonnages abattus et découpés diminuent globalement. Pour 2023, les tonnages des activités de découpe et d'abattage enregistrent une baisse de 10 % environ par rapport à 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- consommation en eau
- qualité des rejets aqueux
- installations électriques
- incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prélèvement de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.1 et arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Caractéristiques de rejets externes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.1.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1.2	/	Sans objet
5	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.1.5	/	Sans objet
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien entretenu. Des améliorations sont à réaliser concernant le suivi de la consommation en eau du site (absence de relevés), les analyses des rejets aqueux et l'entretien des installations électriques. Par ailleurs, les travaux de construction de la rétention des eaux d'extinction incendie n'ont toujours pas commencé ; le délai de mise en conformité arrive à échéance le 27 juin 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Volume de production
Prescription contrôlée : Le site est autorisé (rubrique 2210) pour un abattage de 17 tonnes/jour carcasses (A) et enregistré au titre de la rubrique 2221 « Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale » pour un tonnage de 5 tonnes /jour.
Constats : <u>Tonnages abattage :</u> En 2021, 459,2 T ont été abattus sur le site sur 56 jours d'abattage. La moyenne d'abattage sur 2021 est de 8,2 T/jour. Il y a eu 1 jour à plus de 14 tonnes, le 12/05/2021 (14 221,04 kg), 1 jour à plus de 12 tonnes, le 10/03/2021 (12 049,27 kg) et 5 jours à plus de 11 T (les 24/02/21, 28/04/21, 19/05/21, 26/05/21, 02/06/2021). En 2022, 377,1 T ont été abattus sur 56 jours d'abattage, soit une moyenne de 6,73 T/jour. Il y a eu 1 jour à plus de 11 T, le 23/11/2022 (11 758,95 kg) et 2 jours à plus de 10 T (les 25/05/2022 et le 07/12/2022). <u>Tonnages découpe :</u> En 2021, 385 T ont été découpés sur 197 jours, soit une moyenne de 1,95 T/jour. En 2022, 315 T ont été découpés sur 190 jours, soit une moyenne de 1,65 T/jours. En 2022, le plus gros tonnage de découpe est de 3 594,46 kg le 17 mai 2021.
Observations : Selon les dires de l'exploitant, les tonnages de découpe dépassent rarement les 3 T/jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvement de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.1 et arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau du site
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes. L'eau consommée sur le site provient exclusivement du réseau d'adduction public. La consommation d'eau journalière sera en moyenne de 12 m ³ /j et ne dépassera pas 15 m ³ /j en pointe. La consommation d'eau sera au maximum de 3 100 m ³ /an. <u>Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15 :</u> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>La consommation eau du site a été fournie à l'inspection via les factures d'eau. Il n'y a pas de relevé de la consommation en eau du site réalisé directement par l'exploitant. La consommation en eau du site concerne la partie abattage et découpe : il n'y a pas de distinction entre les deux activités. Les ratios présentés ci-après sont donc plus pénalisants pour l'exploitant.</p> <p>En 2021, le site a consommé 2 028 m³ d'eau pour un tonnage abattu de 459,2 tonnes, soit 4,41 L/kg de carcasses en moyenne.</p> <p>En 2022, 1 764 m³ d'eau ont été consommés pour un tonnage abattu de 377,1 tonnes, soit 4,67 L/kg de carcasses en moyenne.</p> <p>En 2021, le site a fonctionné 253 jours (197 jours de découpe + 56 jours d'abattage). La moyenne d'eau consommée par jour sur le site est de 8 m³ et de 7 m³ en 2022. Pour les journées d'abattage ou de découpes plus importantes, la consommation d'eau est d'au maximum 10 à 10,5 m³ (valeurs relevées lors des analyses des rejets aqueux 2021).</p> <p>La consommation d'eau annuelle est conforme et ne dépasse pas les 3 100 m³/an. Néanmoins, la consommation en eau du site n'est pas relevée hebdomadairement.</p>
<p>Mesures correctives : L'exploitant est tenu de réaliser un relevé hebdomadaire de la consommation en eau du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 3 : Caractéristiques de rejets externes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des effluents aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous : Volume de rejet : 18 m³/j MES (1305) : 600 mg/L DCO (1314) : 4 287 mg/L DBO5 : 2143 mg/L NTK (1319) : 286 mg/L Pt (1350) : 22 mg/L</p> <p>PH compris entre 5,5 et 8,5 Eaux pluviales : 10 mg/L (hydrocarbures)</p>
<p>Constats : Les rejets aqueux ont été contrôlés 4 fois en 2021. Les contrôles sont effectués par un organisme tiers indépendant. Aucun contrôle n'a été fait en 2022 et 2023 (le contrat avec le prestataire n'a pas été renouvelé).</p> <p>Sur 2021, les analyses ont été faites en mars, avril, novembre et décembre 2021.</p> <p>Analyses du 9 mars 2021 (jour de découpe) : les rejets sont conformes à l'arrêté préfectoral. La consommation d'eau était de 10,3 m³.</p> <p>Analyses du 14 avril 2021 (jour d'abattage : 10 891,19 kg abattus) : les analyses ne sont pas conformes sur les paramètres DCO (5470 mg/L au lieu de 4287 mg/L) et NTK (355 mg/L au lieu de 286 mg/L). La consommation d'eau était de 8 m³.</p> <p>Analyses du 16 novembre 2021 (jour de découpe) : les analyses sont conformes. La consommation d'eau était de 6 m³.</p> <p>Analyses du 15 décembre 2021 (jours d'abattage : 5 968,68 kg abattus) : les analyses sont conformes. Le volume d'eau consommé était de 10,5 m³ (soit 1,7 L/kg de carcasses abattus)</p>

Il n'y a eu aucune analyse hydrocarbures effectuée sur le site.
Mesures correctives : L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection une analyse des rejets aqueux sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.1.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...]
Constats : Les derniers contrôles des installations électriques ont été effectués le 17/02/2022 et le 14/02/2023. En 2022, 11 non-conformités ont été relevées dont 5 récurrentes. En 2023, 5 non-conformités ont été signalées. Ce sont les 5 mêmes récurrentes de 2022. Les réparations électriques sont réalisées par un prestataire électricien mais non enregistrées dans un registre.
Observations : Les réparations effectuées par l'électricien pourraient être enregistrées dans un registre ou sur le compte-rendu de contrôles lui-même, de manière à suivre les actions entreprises sur les récurrences.
Mesures correctives : L'exploitant est tenu de fournir à l'inspection le rapport de contrôle des installations électriques sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Le confinement des eaux d'incendie d'un volume disponible en permanence de 211 m ³ , est réalisé en utilisant des vannes guillotines sur les canalisations et en faisant déborder le trop plein vers une bache souple de manière à ce qu'il n'y ait pas plus de 20 cm de hauteur d'eau dans les cours et en s'assurant de l'étanchéité de celles-ci. Les travaux de réalisation de la rétention incendie (installation des vannes guillotines et de la bache souple) doivent être finalisés au plus tard un an à compter de la date de notification du présent arrêté.
Constats : Les travaux de mise en place de la rétention incendie doivent être finalisés au 27 juin 2024 (1 an à compter de la date de notification de l'arrêté d'autorisation du 23 juin 2023). Les travaux n'ont

<p>pas commencé.</p> <p>L'étude géotechnique faite sur le site pour le creusement d'un bassin de rétention a été effectuée. D'après cette étude, le creusement du bassin aurait un coût de 120 000 € environ, auquel il faudrait rajouter le prix du traitement des terres excavées, l'abattoir étant construit sur une ancienne zone d'enfouissement de déchets. L'abattoir n'a aujourd'hui pas les moyens financiers pour assurer la construction du bassin de rétention et le traitement des terres excavées.</p>
<p>Observations :</p> <p>Une réflexion doit rapidement être menée par l'exploitant pour évaluer la faisabilité de mise en œuvre d'autres moyens de récupération des eaux d'extinction incendie (bâche souple, raccordement à une aire de rétention de la zone d'activité déjà existante ...).</p> <p>Les coûts d'installation du bassin de rétention et de traitement des terres polluées peuvent difficilement être pris en charge, totalement, par l'abattoir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés ci-après :</p> <p>Deux poteaux incendie, permettant d'assurer un débit de 223 m³/h en fonctionnement simultané :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 poteau incendie à 55 m au nord-ouest de la limite nord du site, - 1 poteau incendie à 75 m au sud de la limite sud du site, <p>L'ensemble du site est à moins de 100 m de l'un des poteaux incendie.</p> <p>Les moyens sont complétés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs, en nombre et en qualité, adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et - des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs du site ont été contrôlés le 10 janvier 2020, le 8 mars 2021, le 11 mai 2022 et le 24 mai 2023.</p> <p>Le site est protégé par 2 poteaux incendie n°5 et 6 situés à moins de 100 m du site.</p> <p>Le site ne dispose pas de murs coupe-feu. Les besoins en eau d'extinction sont de 90 m³/h pendant 2 heures soit 180 m³ d'eau au total. Le poteau incendie (PI) n°5 a un débit de 120 m³/h à 1 bar en simultané avec le PI n°6. Le PI n°6 a un débit de 103 m³/h à 1 bar en simultané avec le PI n°5.</p> <p>Le dernier test de pression a été fait le 22 juillet 2021.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>